

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92 013 Nanterre Cedex

NANTERRE, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CEMEX BETON - PORT VICTOR

2 rue Paul DOUMER BP 93, 91120 Palaiseau

Code AIOT : 0007407094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement CEMEX BETON - PORT VICTOR implanté 26 Quai d'Issy-les-Moulineaux 75015 Paris. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est rendu sur le site CEMEX BETON PORT VICTOR à la suite de l'incident du 13/10/2023 ayant causé une inondation des quais.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX BETON - PORT VICTOR
- 26 Quai d'Issy-les-Moulineaux 75015 Paris
- Code AIOT : 0007407094
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Port Victor est inscrit au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2518 de la nomenclature des ICPE : « installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522 ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- incident
- pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 25	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 33	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection est dans l'attente du rapport d'incident de l'exploitant. L'inspection du 16/10/2023 s'est faite au moment de la phase « tiède » de l'incident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre accident/incident
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit, date et tient à jour un dossier d'exploitation comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a indiqué que le rapport d'incident était en cours de rédaction. L'événement du 13/10/2023 a été précisé comme suit : <ul style="list-style-type: none">- le vendredi 13/10, CEMEX BETON a été audité par HAROPA (lors de l'audit, le bassin de décantation B5 a été mis hors service en raison de la présence d'une fissure),- le même jour, la pompe P18 prélevant de l'eau de seine vers le bassin de rétention B4 a cédé. Aucun agent n'a vu immédiatement l'incident en raison de la pause déjeuner,- le bassin B4 a débordé, l'eau s'est dirigée vers le quai,- l'eau a atteint les caniveaux pour se diriger vers la fosse lagunage. Une pompe permettant de pomper l'eau de la fosse lagunage vers le bassin B4 aurait dû être installée cet été à cause d'un souci de logistique avec le prestataire, les travaux n'ont pas été effectués. À la suite de l'incident, l'exploitant était en train d'installer la pompe concernée le jour de l'inspection. À noter que l'eau du bassin B4 est réutilisée dans les eaux de process. Un potentiel débordement a été possible vers l'entreprise voisine, RABONI en raison de caniveaux en limite de site non bouchés. L'exploitant a procédé au bouchage avec du béton. Aucune laitance (eau chargée en matière en suspension) visuelle n'a été constatée. L'exploitant a indiqué avoir pris les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">- bouchage du passage entre CEMEX et RABONI,- curage du caniveau ayant accueilli le déversement d'eau,- pompage du surplus d'eau vers un bassin de décantation,- mise hors service du bassin B5 fissuré et démarche de devis pour l'étanchéité. L'inspection est dans l'attente du rapport d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Prescription contrôlée : III. Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte. [...] Pour les aires et les locaux de stockage ou de manipulation des adjuvants et des matières dangereuses, toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. [...]
Constats : Les points de rejets du déshuileur-débourbeur côté RABONI ont été vérifiés sur site. L'inspection a constaté l'absence de laitance mais des traces d'eau étaient tout de même présentes. A la suite de l'incident, un rejet en seine a pu se produire. L'exploitant doit vérifier s'il y a eu un rejet en seine .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et rejet des effluents liquides
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées (EPp), notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. [...] Les eaux pluviales polluées (EPp), les eaux industrielles (EI) et les eaux usées (EU) ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.
Constats : L'exploitant a transmis l'analyse des eaux de rejets de septembre 2023 dans lesquelles l'inspection a constaté un dépassement régulier du paramètre MES. En mesure corrective, l'exploitant a indiqué avoir installé un système de pompage au niveau du point de rejet 1, présentant des anomalies. Il a indiqué que ce dispositif permettra de récupérer les eaux pluviales pour les réutiliser dans le process.

L'exploitant devra fournir les résultats des prochaines analyses du point de rejet 1 afin de justifier de l'efficacité des actions mise en place pour éviter les dépassements de paramètre MES.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/08/2011, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, eaux pluviales polluées
Prescription contrôlée : Les rejets dans le milieu naturel des eaux pluviales polluées (EPp) respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"> - MES totales : 30 mg/L - DCO (sur effluent non décanté) : 120 mg/L - Hydrocarbures totaux : 10 mg/L - Chrome total : 0,1 mg/L, dont 0,05 mg/L pour le chrome hexavalent et ses composés
Constats : L'exploitant doit démontrer que son incident n'a pas eu comme conséquence un rejet en Seine. Des analyses démontrant le respect des VLE des eaux de rejet sont notamment attendues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois